

Maître d'Ouvrage

**Institut National des Sciences Appliquées –
INSA CENTRE VAL DE LOIRE**

Technopole Lahitolle
88 Boulevard Lahitolle
CS 60 013
18022 BOURGES Cedex



Opération

**SECURISATION DE LABORATOIRES ET
INSTALLATIONS DE GAZ SUR LE BATIMENT
PRINCIPAL DU CAMPUS DE BOURGES**

Phase

PRO - DCE

Projet – Dossier consultations des entreprises

Document

Pièces communes à tous les lots

Bureau d'études fluides

S.E.I.Th

Rue Jean Monnet - "Le César"

18570 LE SUBDRAY

☎ 02.48.23.22.33

✉ 02.48.23.22.30

E-mail : seith@seith.fr

1.	INTERVENANTS.....	3
2.	ALLOTISSEMENT	3
3.	PRESENTATION DE L'OPERATION.....	3
4.	DOCUMENTS	3
5.	GENERALITES A TOUTES LES ENTREPRISES	4
5.1	CONTROLE DU REGLEMENT DE LA CONSTRUCTION	4
5.2	CONDITIONS DE REMISE DES OFFRES	4
5.3	EXECUTION DES TRAVAUX QUALITE ET CONTROLE	4
5.4	QUALITE	4
5.5	CONTROLE ET ESSAIS	5
5.6	ECHANTILLONS ET MATERIAUX	5
5.7	VOIE D'ACCES AU CHANTIER	5
5.8	INSTALLATIONS COMMUNES ET PARTICULIERES AUX ENTREPRISES	5
5.9	INSTRUMENTS EN PERMANENCE SUR LE CHANTIER	5
5.10	TRACE ET IMPLANTATION	6
5.11	BRANCHEMENT DE CHANTIER	6
5.12	FRAIS A LA CHARGE DE CHAQUE ENTREPRISE	6
5.13	FRAIS A LA CHARGE DU MAITRE D'OUVRAGE	6
5.14	FRAIS DE GARDIENNAGE – PROTECTION - CLOTURE	6
5.15	COMPTE PRORATA.....	6
5.16	VISITE SUR PLACE.....	6
5.17	CONDITIONS PARTICULIERES	6

1. INTERVENANTS

Maître d'Ouvrage

INSA CVL
88 Boulevard Lahitolle, CS60013
18022 BOURGES Cedex

Maîtrise d'Œuvre

S.E.I.TH
Rue Jean Monnet "Le César"
18570 LE SUBDRAY
02 48 23 22 33
seith@seith.fr

Contrôleur technique

APAVE
11, Rue Macdonald
18000 BOUGES

CSPS

APAVE
11, Rue Macdonald
18000 BOUGES

2. ALLOTISSEMENT

Lot 01 VRD Gros œuvre et aménagement des box
Lot 02 Fluides industriels et électricité

3. PRESENTATION DE L'OPERATION

L'objet du présent projet consiste à supprimer toutes les armoires extérieures contenant des bouteilles de gaz industriel et de centraliser l'emplacement de ces bouteilles pour tous les laboratoires dans des box à réaménager. Entre les box et les laboratoires, des réseaux de tous les fluides utilisés (6 différents) et de deux tubes non affectés dans l'immédiat seront créés pour distribuer les différents locaux. Ces réseaux seront réalisés de façon à permettre une extension facile à mettre en œuvre pour distribuer d'autres locaux dans les bâtiments CER et CRI.

4. DOCUMENTS

Liste des pièces graphiques et écrites

Pièces graphiques

- Plan 01 Plan de masse
- Plan 02 Plan des réseaux extérieurs
- Plan 03 Plans des box
- Plan 04 Plan laboratoires CER
- Plan 05 Plan laboratoire LO-05

Pièces écrites techniques

CCTP Pièces communes

CCTP Commun lots 01 - 02
DPGF LOTS 01 – 02

Pièces écrites administratives

RC
CCAP
AE

5. GENERALITES A TOUTES LES ENTREPRISES

5.1 CONTRÔLE DU RÈGLEMENT DE LA CONSTRUCTION

Chaque entrepreneur sera tenu de remettre au Maître d'Ouvrage, tous documents et écrits nécessaires au contrôle du règlement de construction avant toute mise en œuvre, sans limitation (suivant les listes types établies par le D.G.A.U., "Direction de l'Urbanisme et du Logement"), suivant les directives des circulaires des 12 juin 1973 et 5 octobre 1973.

Ces documents devront être remis lors des contrôles qui peuvent être effectués par l'Administration à posteriori.

Le Maître de l'Ouvrage et le Maître d'œuvre pourront exiger de l'entrepreneur tout avis technique justificatif d'un laboratoire agréé ou d'un organisme spécialisé en cas de contestation ou doute sur la conformité de la mise en œuvre.

5.2 CONDITIONS DE REMISE DES OFFRES

La remise de prix s'effectuera pour le réaménagement de la zone des bos et l'alimentation en fluides industriels des laboratoires de l'INSA CVL

5.3 EXÉCUTION DES TRAVAUX QUALITÉ ET CONTRÔLE

Les indications portées sur plans et descriptif se complètent ; les entrepreneurs seront censés avoir pris connaissance de l'ensemble des documents, avoir prévu tous travaux indispensables au parfait achèvement de leurs travaux, sans prétendre à une augmentation du prix global sous prétexte d'omission, imprécision, ou interprétation erronée des plans et devis, non signalées au Maître d'œuvre.

Le fait pour un entrepreneur d'exécuter sans en rien changer les prescriptions des documents graphiques remis par Maître d'œuvre ne peut atténuer sa pleine et entière responsabilité de constructeur.

Les erreurs, ou insuffisance de cotation seront signalées en temps utile au Maître d'œuvre qui fera les rectifications ou mises au point nécessaires.

5.4 QUALITÉ

La mise en œuvre sera conforme aux règles de l'art, et se référera aux textes légaux en vigueur. Tous les ouvrages exposés aux intempéries devront présenter une protection et finition compatible avec cette situation, soit temporaire, soit définitive.

Tous les ouvrages ne répondant pas à ce critère seraient refusés ou démolis. Toute entreprise est tenue responsable de l'acceptation de ses ouvrages par le corps d'état qui met en œuvre ceux qui viennent à la suite, réception des supports sols, plâtres, etc. Les entrepreneurs sont censés avoir pris connaissance de tous les éléments du dossier et sont contractuellement réputés être en possession et connaître parfaitement tous les documents contractuels applicables aux travaux de leurs marchés.

Ils ne pourront arguer, après la passation de leur marché, de l'existence d'imprécisions ou d'omissions dans le CCTP qui auraient pour effet d'empêcher, selon les règles de l'art, le parfait achèvement des travaux.

Ils pourront préciser en les chiffrant au moment de la remise de leur offre, les postes qu'ils jugeraient nécessaires d'ajouter pour suppléer aux défauts du C.C.T.P.

Les entrepreneurs devront toujours respecter dans l'exécution de leurs travaux, ainsi que pour les installations et l'organisation de chantier, toutes les lois et textes réglementaires qui régissent les ouvrages faisant l'objet du présent marché en vigueur à la date de remise des offres dont notamment les suivants :

- les Documents Techniques Unifiés,
- les Normes françaises AFNOR et Européennes,
- les Cahiers des charges et les avis techniques établis par le CSTB,

- les divers Codes réglementaires, (Code de l'Urbanisme, Code de la construction et de l'habitation, Code du travail, ...),
- les diverses règles de calculs (NV 65 modifiées 1999, N 84 modifiées 2000, BAEL 91 modifiées 1999, PS 92...)
- le REEF,
- les réglementations de sécurité contre l'incendie,
- les textes relatifs à l'hygiène et la sécurité sur les chantiers,
- le règlement sanitaire départemental et/ou national,
- les textes légaux relatifs à la protection et à la sauvegarde de l'environnement,
- les textes concernant la limitation des bruits de chantier,
- la législation sur les conditions de travail et l'emploi de la main-d'œuvre,
- les règlements municipaux et/ou de polices relatives à la signalisation et à la sécurité de la circulation aux abords du chantier,
- les réglementations acoustiques et thermiques en vigueur,
- les spécifications du Permis de Construire,
- et tous autres textes réglementaires et lois ayant trait à la construction, à l'urbanisme, à la sécurité, etc.

5.5 CONTRÔLE ET ESSAIS

Essais obligatoires à la charge de l'entreprise. Essais complémentaires ou supplémentaires pouvant être demandés par Maître d'œuvre, à la charge de l'entreprise.

5.6 ECHANTILLONS ET MATÉRIAUX

Echantillons : même si ceux-ci sont conformes aux descriptifs, l'entrepreneur fournira au Maître d'Œuvre les échantillons et les documentations techniques des matériels et matériaux à mettre en œuvre.

Solutions de remplacement : c'est dans tous les cas le Maître d'œuvre qui décidera de la "similitude" ou de "l'équivalence" de tel ou tel matériau proposé en remplacement. Toute fabrication ou procédé non traditionnel et non avisé par le CSTB est subordonné par un "avis technique" ou accord express du Maître d'œuvre sur acceptation des parties. Les entreprises se soumettront à leurs frais aux essais sur les ouvrages mis en œuvre et que l'architecte souhaiterait voir tester,

5.7 VOIE D'ACCÈS AU CHANTIER

On pourra se reporter au plan masse

La voie d'accès se fera par le boulevard Lahitolle via l'accès Nord-est. L'INSA fournira les clefs, badges et codes nécessaires permettant l'accès sur le site.

L'entrepreneur du Lot 01 doit le nettoyage de cet accès pendant la durée de chantier et les réfections éventuelles à la suite de constats avant et après travaux.

Également à la charge du Lot 01 constat obligatoire par huissier de l'état des voiries et abords.

L'INSA mettra à disposition des locaux dans l'ancienne infirmerie (voir plan de masse) pour les entreprise. En complément suivant le PGC, l'entreprise de VRD devra installer un WC autonome à proximité du chantier, vers la zone de stockage (voir plan de masse).

L'entrepreneur du Lot 01 aura à sa charge d'établir et de maintenir en état de propreté les différentes pièces.

5.8 INSTALLATIONS COMMUNES ET PARTICULIÈRES AUX ENTREPRISES

Les installations de chantier étant réalisées sous la direction d'exécution des marchés du Maître d'œuvre, l'entreprise Lot 01 devra donc établir en relation avec ce dernier un plan portant :

- zone de stockage
- branchements (eau et électricité)

L'INSA mettra à disposition des locaux dans l'ancienne infirmerie (voir plan de masse) pour les entreprise. En complément suivant le PGC, l'entreprise de VRD devra installer un WC autonome à proximité du chantier, vers la zone de stockage (voir plan de masse).

L'entrepreneur du Lot 01 aura à sa charge d'établir et de maintenir en état de propreté les différentes pièces.

5.9 INSTRUMENTS EN PERMANENCE SUR LE CHANTIER

L'entrepreneur du Lot 01 mettra à la disposition du Maître d'œuvre tous les instruments en bon état de fonctionnement nécessaires pour permettre de vérifier l'implantation et le nivellement des ouvrages.

5.10 TRACÉ ET IMPLANTATION

L'entrepreneur du Lot 01 doit le tracé, l'implantation et le piquetage de tous les ouvrages. Les repères de nivellement seront scellés de façon définitive et placée suffisamment en dehors de l'emprise des terrassements pour ne pas être bousculés ou déplacés au moment de l'exécution de ceux-ci.

Ces repères devront être maintenus en parfait état sur le chantier aussi longtemps qu'il sera nécessaire.

5.11 BRANCHEMENT DE CHANTIER

Branchement électrique de chantier

Sans objet. Raccordement sur installation existante. Coffret de chantier prévu au lot 01

Branchement eau

Sans objet. Raccordement sur installation existante. Robinet de puisage prévu au lot 02

Sanitaires de chantier

Conformément à l'article L 235.2 à L 235.7 du Code du Travail et au décret d'application N° 77996 du 19 août 1977, l'entreprise du Lot 01 installera des sanitaires communs à toutes les entreprises et en assurera l'entretien pendant toute la durée du chantier.

5.12 FRAIS À LA CHARGE DE CHAQUE ENTREPRISE

-Les entrepreneurs seront responsables des fraudes, malfaçons commises par leurs agents ou ouvriers dans la fourniture ou l'emploi des matériaux, même si elles sont découvertes après la mise en œuvre de ceux-ci, les remplacements et les remises en état, les dommages, quels qu'ils soient, qui en résulteraient, resteraient à leur charge

-Pendant toute la durée des travaux, les entrepreneurs doivent garantir à leurs frais et jusqu'à réception ou prise de possession, leurs matériaux et leurs ouvrages, des détournements, des dégradations et destructions de toute nature

5.13 FRAIS À LA CHARGE DU MAÎTRE D'OUVRAGE

- Les frais concernant les consommations en eau et en électricité.
- Les frais liés à la reproduction des dossiers.

5.14 FRAIS DE GARDIENNAGE – PROTECTION - CLÔTURE

Le Maître de l'Ouvrage décline toute responsabilité en ce qui concerne les vols sur le chantier.
Les entreprises auront l'obligation de clore le chantier. L'installation est à la charge du Lot 01
Gardiennage : sans objet

5.15 COMPTE PRORATA

Sans objet

5.16 VISITE SUR PLACE

Afin d'avoir une connaissance complète des conditions de chantier et des ouvrages existants sur le terrain ou avoisinants, il est demandé aux entreprises de se rendre sur place, en ayant soin de prévenir le Maître d'Ouvrage.

5.17 CONDITIONS PARTICULIÈRES

Les clôtures de chantier seront installées par le lot 01 VRD. Il sera nécessaire au niveau de la circulation autour des bâtiments de permettre un accès aisé au véhicule de secours, notamment la conservation d'une voie pompier.